

LA RUE, TOUJOURS LA RUE !

5 millions d'euros, c'est la rémunération moyenne des patrons du CAC 40. A l'opposé, il y a 8.8 millions de pauvres. Ces deux chiffres résument de manière violente les résultats de la politique de Macron au service des plus riches et que sa suite tente de se défendre par tous les moyens. Après la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie, le Brésil est venu noircir un peu plus la carte du monde où l'extrême droite et les fascistes s'emparent du pouvoir ou affichent des résultats électoraux élevés. Il faut le culot de Pierre Moscovici, commissaire européen et ex ministre de Hollande pour oser déclarer : « il faut se retrousser les manches et s'attaquer aux inégalités qui font mal au peuple et qui le conduisent dans des choix qui sont dangereux à termes ». Cette lucidité serait honorable si elle n'avait pas en travers d'elle les conséquences des politiques européennes et française conduites ces dernières décennies et dont l'obsession d'austérité a permis des gains sans cesse croissants de l'extrême droite en France. Alors oui le progrès social est la seule vraie réponse aux attentes des gens. Le progrès qui conduit à de nouvelles conquêtes sociales, à de nouveaux droits pour tous, actifs comme retraités et pas des réformes en veux-tu, en voilà, qui ne portent en elles que le recul social comme la future sur les retraites. Les retraités, bien présents dans les cortèges avec les salariés actifs le 9 octobre, l'ont prouvé encore plus massivement le 18 octobre, forts des plus de 250 000 pétitions déposées à l'Assemblée Nationale le 3 octobre. De la suite dans la rue, il n'y a que cela qui va compter. La CGT ne sera pas absente de propositions pour poursuivre l'action. D'ores et déjà, continuons à se convaincre entre nous plus nombreux pour mieux préparer les initiatives de luttes à venir.

Syndicalisation

Avec 11213 FNI en 2018, nous sommes à 244 des 100 %. La perspective de retrouver une nouvelle fois après 2017 le même nombre de FNI et plus même est sur de bonnes voies. Redoublons d'efforts pour y parvenir bien avant la 14^{ème} conférence nationale et dans le même temps nous invitons les syndiqués à se préparer à participer aux assemblées de remise des FNI 2019.

14^{ème} conférence nationale de l'UFR

Elle aura lieu en 2019. Mais d'ores et déjà nous appelons les syndiqués à investir les débats préparatoires, notamment autour d'un 4 pages qui va être publié à leur intention. Se situant dans le prolongement du 36^{ème} congrès fédéral, il s'agit de construire ensemble l'UFR de tous les retraités et retraitables.

Le pouvoir en place veut en finir avec le statut de la Fonction Publique

Le président de la République et son gouvernement comptent mener contre le Statut Général, les agents et les missions publiques une attaque d'une

ampleur inédite : recrutement massif des contractuels et des précaires qui constituent pourtant déjà 20% de l'emploi dans la Fonction publique, renforcement des dispositions pour accompagner le plan consistant à supprimer, une fois de plus, des dizaines de milliers d'emplois ; abandon de pans entiers des missions publiques, fort accroissement des rémunérations aléatoires pour récompenser la pseudo-performance d'une minorité d'agents. En tout état de cause, la CGT continuera, à partir de ses propositions, à défendre une Fonction publique porteuse de progrès social pour tous les citoyens, à revendiquer de meilleurs salaires, déroulements de carrière et conditions de travail pour les agents.

17 novembre entre exaspération et mobilisation.

Cette mobilisation contre l'augmentation du prix des carburants interpelle jusque dans nos rangs, même si de nombreux militants font savoir que c'est une manifestation d'extrême droite. En effet tous les salariés et tous les retraités sont touchés au portemonnaie. C'est bien avec les salariés, privés d'emplois, précaires, travailleurs ubérisés et

retraités que nous devons poursuivre la lutte et construire le rapport de force.

Elections Fonction Publique : faire voter CGT

Elles auront lieu le 6 décembre prochain. Au moment où le statut est attaqué de toutes parts pour faire le lit d'une plus grande privatisation de l'emploi et des services, faire voter CGT est d'une importance capitale. Nous appelons tous les syndiqués retraités à s'adresser aux agents de la fonction publique de leur connaissance (en activité ou TPS et TPAS) pour qu'ils votent massivement CGT.



Liberté de manifester : une proposition de loi liberticide.

La CGT a été sollicitée sur une proposition de loi rédigée par le groupe Les Républicains qui vise à durcir le régime juridique des manifestations, en instaurant des mesures préventives et répressives attentatoires à la liberté de manifester. Nous rappelons aux parlementaires que la liberté de manifester est une composante

essentielle de la démocratie, il leur appartient de la protéger.

Réforme des retraites.

Le 10 octobre le haut-commissaire aux retraites a présenté le bilan de la 1ère phase de concertation sur la réforme systémique des retraites. Si ce qui domine c'est le flou c'est qu'il y a bien un loup, et le danger est bien réel. Cela nous concerne tous actifs et retraités. En effet un des axes essentiels c'est de maintenir les moyens financiers au niveau actuel soit 14% du PIB alors que le nombre de retraités devraient passer de 16 à 20 millions. Comme à chaque réforme sur les retraites l'objectif c'est la baisse des pensions. La CGT réaffirme son opposition à ce projet et fait du montant de la retraite et de l'âge de départ sa priorité.

Assurance chômage : Inventons de nouveaux droits et controns les économies sur le dos des chômeurs

Le gouvernement entend obtenir 3,9 € d'économies sur le dos des chômeurs en trois ans. Le patronat refuse d'envisager toute contribution des employeurs, en particulier la surcotisation sur les contrats précaires, les contrats courts, moins encore sur les autres CDD ou les CDI à temps partiels subis. Les chiffres du chômage montrent l'augmentation constante de cette précarité. La CGT n'acceptera pas les baisses de droits et appelle l'ensemble des organisations syndicales à les refuser

Le gouvernement s'attaque aux ASC.

Le président des riches vient encore de frapper un nouveau coup contre le pouvoir d'achat. Cette fois-ci, il s'en prend aux activités sociales et culturelles (ASC) des comités d'entreprises. Le gouvernement instaure le plafonnement d'exonération de 331 euros par an et par bénéficiaire des ASC. En outre il prévoit la fiscalisation sur le volume des chèques vacances. Le gouvernement entend ainsi récupérer 1,7 milliards d'euros. Les patrons s'engraissent et les salariés trinquent. C'est une attaque sans

précéder contre le droit aux vacances, à l'accès à la culture et au sport pour toutes et tous.

Avenir de l'AFPA

La direction générale de l'AFPA présente : un projet de réorganisation Cette réunion « zéro » préfigure la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui devrait supprimer des emplois par centaines, avec des fermetures de centres, instaurant une politique de mobilité généralisée tant géographique que professionnelle pour les salariés qui resteront, suite à une réorientation d'une partie de l'activité historique de formation professionnelle vers de l'accompagnement. Le pays se trouve confronté à des enjeux économiques cruciaux face à la réindustrialisation, la production en proximité (circuits courts, etc.), le développement durable, un aménagement du territoire garant d'un développement équilibré face à la métropolisation, les transitions écologiques, énergétiques, numériques, la transformation du travail et des métiers, le défi climatique, les métiers rares et émergents. Pour la CGT, l'AFPA est un Organisme Public qui doit permettre de répondre aux enjeux économiques cruciaux par la formation professionnelle qualifiante de qualité.

Le pouvoir d'achat se redresse mais pour qui ?

L'Insee révisé à la baisse la prévision de croissance pour l'année (1,6%), inférieur aux objectifs gouvernementaux et nettement en retrait du résultat de 2017 (2,3%). Cette situation et ces perspectives médiocres ne s'expliquent pas par le contexte économique international : celui-ci est certes incertain mais reste plutôt porteur. Ce contexte favorable pourrait permettre au commerce extérieur de la France de s'améliorer... il n'en est rien. Le problème est que cette amélioration annoncée bénéficie exclusivement aux ménages les plus aisés, les premiers de cordée, ceux qui profitent le plus des mesures fiscales. Ces avantages se retrouvent dans l'épargne et la

financiarisation et non dans la consommation.

SMIC : son augmentation est urgente et indispensable

La CGT propose que le Smic soit immédiatement porté à 1 800 euros par mois et que les salaires du privé comme du public soient augmentés de manière significative. 1/3 des populations pauvres sont des salariés et il faut redonner immédiatement du pouvoir d'achat aux travailleurs pour faire face aux dépenses contraintes (carburants, denrées alimentaires, l'énergie, etc.) en très forte augmentation ces derniers mois.

International

Le Brésil s'abandonne au fascisme



Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro a été élu président du Brésil, avec 55,3% des voix. Près de 150 millions de Brésiliens étaient appelés aux urnes à l'issue d'une campagne qui s'est déroulée dans un environnement des plus délétères, méconnu depuis la fin de la dictature des militaires.

Un tel résultat de scrutin, dans le pays le plus important de ce continent et dont les relations commerciales, culturelles et diplomatiques au plan international sont de premier ordre, aura des conséquences importantes en terme géopolitique, tant au niveau continental qu'international. Bolsonaro est un grand adepte de discours haineux à l'égard des militants de gauche, des syndicalistes, des noirs, des homosexuels, des femmes... Autant de repères idéologiques du fascisme qui font craindre des moments difficiles pour tous les progressistes de ce pays. La CGT exprime toute sa solidarité aux travailleurs, aux syndicalistes et aux forces de progrès du Brésil et à tous ceux, porteurs d'une société fraternelle, plus juste et émancipatrice. Ils vont devoir résister et combattre dans ce contexte politique et social particulièrement inquiétant.

Vie Nouvelle : les nouveaux tarifs

Individuel : 16.60 €,
Ab' Syndical : 15.40€
Promotionnel : 12.50€,
Numéro : 3.00€